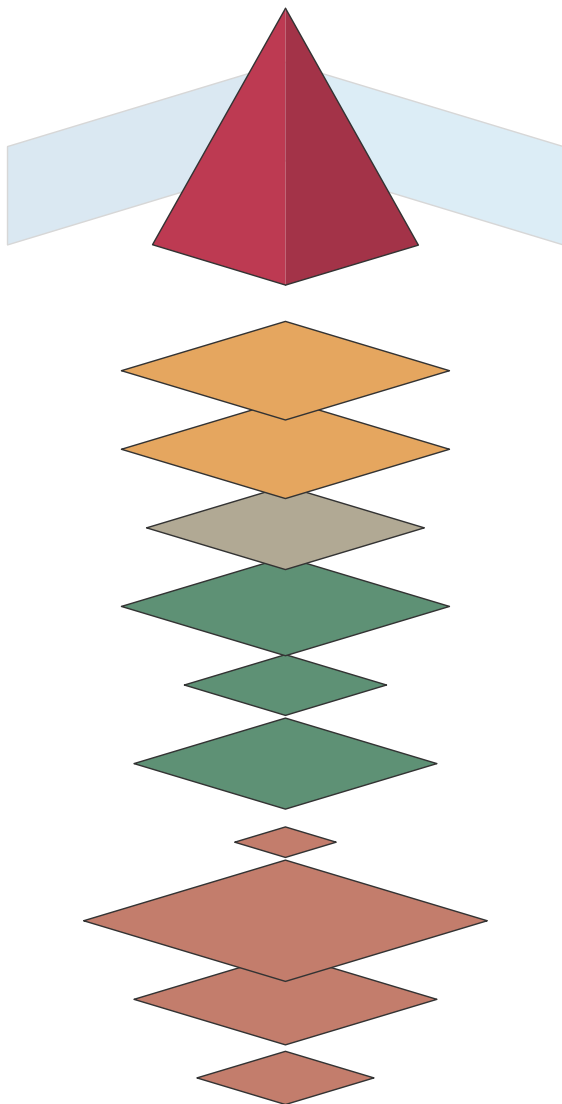




HAÏTI



5,73

SCORE DE CRIMINALITÉ

58^e sur 193 pays

14^e sur 35 pays américains

2^e sur 13 pays des Caraïbes



MARCHÉS CRIMINELS

5,45

TRAITE DES PERSONNES **6,50**

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS **6,50**

TRAFIC D'ARMES **5,50**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE **6,50**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE **4,00**

CRIMINALITÉ LIÉE AUX PRODUITS
NON RENOUVELABLES **6,00**

COMMERCE D'HÉROÏNE **2,00**

COMMERCE DE COCAÏNE **8,00**

COMMERCE DE CANNABIS **6,00**

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE **3,50**



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

6,00

GROUPES DE TYPE MAFIEUX **8,00**

RÉSEAUX CRIMINELS **6,00**

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT **7,00**

ACTEURS ÉTRANGERS **3,00**



2,67

SCORE DE RÉSILIENCE

172^e sur 193 pays

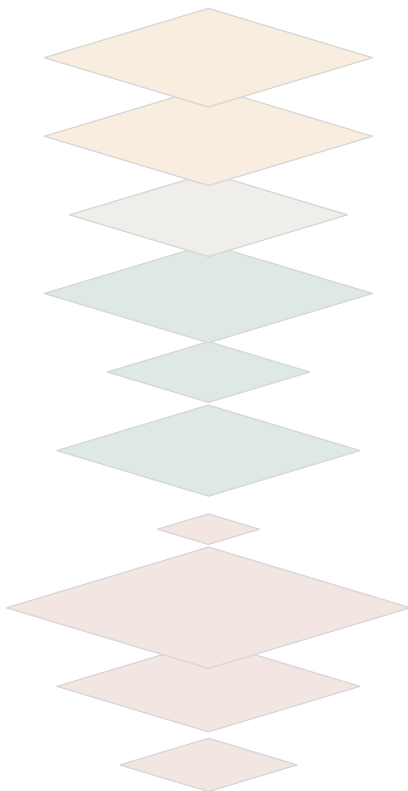
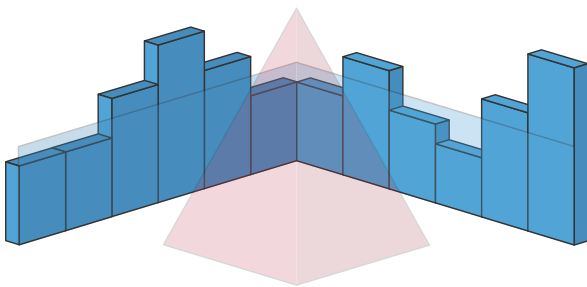
32^e sur 35 pays américains

13^e sur 13 pays des Caraïbes





HAÏTI



2,67 SCORE DE RÉSILIENCE

172^e sur 193 pays
32^e sur 35 pays américains
13^e sur 13 pays des Caraïbes

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	2,00
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	2,00
COOPÉRATION INTERNATIONALE	3,00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	4,00
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	3,00
FORCES DE L'ORDRE	2,00
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	2,00
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	3,00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	2,00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	1,50
PRÉVENTION	3,00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	4,50

5,73 SCORE DE CRIMINALITÉ

58^e sur 193 pays
14^e sur 35 pays américains
2^e sur 13 pays des Caraïbes

MARCHÉS CRIMINELS	5,45
ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	6,00



CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

Haïti est un pays d'origine et de destination pour la traite des personnes, un crime qui touche une grande partie de la population en raison de la tradition nationale dite des « restavek », qui veut que les enfants pauvres (généralement de la campagne) soient confiés par leurs parents à des familles dites riches. Dans la pratique, ces enfants sont soumis à des conditions de vie proches de l'esclavage. Des femmes et des enfants haïtiens ont par ailleurs été victimes d'exploitation sexuelle de la part de Casques bleus étrangers corrompus, de représentants d'ONG et d'autres organisations internationales opérant en Haïti.

Le trafic d'êtres humains est très courant dans le pays, sa conjoncture économique et sa situation politique offrant des conditions optimales aux passeurs. Le marché se concentre principalement sur le trafic d'Haïtiens envoyés vers des destinations étrangères, telles que la République dominicaine, Cuba, les États-Unis, le Canada, le Brésil et le Chili.

COMMERCE

Bien que les États-Unis imposent un embargo sur les armes à Haïti, des armes à feu illicites continuent d'affluer vers le pays. Le marché local de la contrebande d'armes en Haïti est facilité par la corruption, la porosité des frontières et le manque d'inspections. Il est favorisé par les élites politiques qui cherchent à accroître leur pouvoir en s'appuyant sur des gangs armés. Haïti est également un pays de transit pour les armes illégales, en particulier celles destinées à la Jamaïque.

ENVIRONNEMENT

Le marché haïtien de la criminalité liée à la flore porte principalement sur le charbon de bois, principale source d'énergie du pays, dont la production passe par la destruction et le commerce illégal d'arbres. La situation socio-économique du pays, couplée aux catastrophes naturelles et à un manque de contrôle gouvernemental, impacte négativement les forêts du pays. Haïti est le deuxième exportateur d'animaux sauvages vers les États-Unis, après le Mexique, ce qui suggère qu'il s'agit d'un marché relativement lucratif. L'activité illégale la plus importante liée aux produits non renouvelables est la contrebande de carburant, principalement en provenance de République dominicaine. Elle associée aux graves pénuries causées par la suspension par le Venezuela de son programme d'aide PetroCaribe en Haïti.

DROGUES

Haïti est un pays de transit clé pour la cocaïne en raison de ses nombreux points d'entrée non contrôlés et de son instabilité interne. Les organisations criminelles transportent la drogue vers Haïti par voie maritime ou aérienne, puis la stockent localement avant de l'expédier dans de petits bateaux vers Porto Rico, Miami, l'Europe ou le Canada, ou de la transporter par voie terrestre vers la République dominicaine. Haïti est à la fois un pays de transit et d'origine du cannabis. Les producteurs locaux approvisionnent un marché intérieur restreint, la majorité de la population n'ayant pas les moyens de se procurer de la drogue. Le marché de l'héroïne est très limité dans le pays, bien que cette substance soit parfois acheminée vers le pays en même temps que de grosses cargaisons de cocaïne. Il existe également des preuves d'un trafic mineur de drogues de synthèse dans le pays.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Les groupes criminels les plus importants d'Haïti sont des gangs de type mafieux, qui éclipsent tous les autres réseaux illicites. Compte tenu de l'absence quasi totale de pouvoir de l'État dans de nombreux endroits du pays, ces groupes hautement institutionnalisés sont intervenus pour combler un vide et apporter un certain degré d'ordre au sein des communautés dans lesquelles ils opèrent. Ils exercent un contrôle territorial important et entretiennent des liens étroits avec les représentants du gouvernement à tous les niveaux – à tel point que les autorités haïtiennes semblent s'appuyer sur eux pour maîtriser les troubles civils, d'autant plus que le pays ne dispose d'aucune force armée depuis 1995. Ces groupes de type mafieux portent ouvertement des armes, affrontent la police et se battent entre eux pour le contrôle du territoire. Ils sont à l'origine de la plupart des activités de crime organisé dans le pays, notamment les trafics de stupéfiants et d'armes, le racket, l'extorsion, les enlèvements, les vols à main armée et les agressions. Ils tirent leur pouvoir de leurs alliances avec des représentants du gouvernement, et des acteurs de la criminalité intégrés à l'État leur fournissent des armes et d'autres types de soutien pour tenter de contrôler les zones électorales.

Des acteurs étrangers opèrent également en Haïti, en particulier sur les marchés du trafic de cocaïne et du trafic d'êtres humains. Ils n'ont cependant pas d'impact significatif sur le pays, car son instabilité et sa situation socio-économique le rendent peu attrayant pour la plupart des groupes criminels transnationaux.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Haïti est le pays le plus pauvre et le plus inégalitaire des Amériques. En tant que tel, c'est un État très fragile. Les institutions gouvernementales sont extrêmement fragiles, et les résultats électoraux sont régulièrement contestés. Les autorités ne considèrent pas le crime organisé comme un problème d'état de droit et ne font rien pour y remédier. Les hommes politiques permettent aux groupes criminels d'opérer librement et collaborent activement avec eux. Ces groupes se sont infiltrés dans le vide laissé par un État incapable de répondre aux besoins les plus élémentaires de la population, fournissant des services de collecte d'ordures, d'entretien des routes et de distribution d'eau, entre autres. Ils font également appliquer les mesures d'expulsion et collectent même les droits pour les permis de construire.

La collusion entre les autorités et les groupes criminels a fait d'Haïti l'un des pays les plus corrompus des Amériques, malgré l'existence de lois et d'institutions qui, sur le papier, sont censées s'attaquer au problème et sanctionner les coupables. La signature d'un certain nombre de conventions et de traités internationaux relatifs à la lutte contre le crime organisé, les trafics et la corruption ne semble pas avoir eu un grand impact.

La forte dépendance d'Haïti vis-à-vis de la coopération internationale s'est avérée problématique. Les relations avec les agences internationales sont difficiles en raison d'une méfiance à l'égard des organisations étrangères opérant dans le pays et des violences sexuelles qui leur sont imputées.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le manque d'indépendance, associé à l'absence d'un mécanisme de contrôle fonctionnel, à des ressources inadaptées, à une coordination et à une formation insuffisantes, affaiblit sensiblement le système judiciaire haïtien. Le pays abrite l'un des systèmes pénitentiaires les plus surpeuplés et sous-financés au monde. Le manque d'eau douce, de nourriture et de systèmes d'assainissement adéquats a entraîné une malnutrition généralisée et la propagation de maladies infectieuses parmi les détenus. Depuis qu'Haïti a démantelé son armée en 1995, la fonction de forces de l'ordre du pays est largement laissée aux mains de la police, qui a été aidée entre 2004 et 2017 par la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, composée de plusieurs milliers d'individus. Comme c'est le cas pour ses autres institutions, la police haïtienne manque de ressources. Elle est dépassée par la puissance des gangs locaux et n'a pas la capacité de mener des enquêtes. Les frontières poreuses d'Haïti et la faiblesse

des contrôles sont exploitées par des réseaux criminels transfrontaliers impliqués dans le trafic de stupéfiants et d'armes, la fabrication de faux papiers, le trafic d'êtres humains et la traite des personnes.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Si Haïti n'est pas encore un centre financier important pour le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, l'insuffisance des contrôles, la faiblesse du système judiciaire et le manque d'intérêt politique lui font courir un risque élevé de le devenir. Pays le plus pauvre des Amériques, Haïti enregistre également l'indice de développement humain le plus bas, sans compter qu'au moins un tiers de la population dépend des transferts de fonds pour survivre. Son cadre juridique obsolète, les quelques protections qu'il offre aux investisseurs, le petit nombre de personnes qui paient des impôts et les services limités fournis par l'État font qu'il est extrêmement difficile de faire des affaires en Haïti.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

La protection des victimes et des témoins est quasi inexistante en Haïti, en dehors de certains programmes gérés par la société civile. La peur règne dans les couches inférieures de la société. Haïti a adopté en 2014 une nouvelle loi anti-traite visant à assurer le soutien et la protection des victimes et des témoins, mais elle n'a pas encore été mise en œuvre en raison des déficiences du système judiciaire. Des campagnes de sensibilisation du public ont été menées à petite échelle pour lutter contre la consommation de stupéfiants, mais leur efficacité reste à mesurer. D'une manière générale, le manque de ressources d'Haïti limite la participation de la société civile, mais un certain nombre d'organisations de défense des droits humains tentent de mettre en œuvre des programmes pour réduire la violence dans tout le pays. L'absence de ressources affecte également les médias, la grande majorité des Haïtiens n'ayant pas les moyens d'accéder à Internet ou de s'offrir un journal. Les médias qui peinent à financer leurs reportages indépendants sont souvent la cible de menaces et de violences, dont le risque s'est encore accru avec la pandémie de COVID-19. Ces dernières années, plusieurs journalistes ont été tués ou ont disparu en Haïti.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.